



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

**n° 2017-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/144 du 15 mars 2017
mettant en demeure le Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA)
de respecter les dispositions du point VII.1 de l'annexe 2-12 (lot n°17)
de l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DCI 2/BE 0172 du 25 septembre 2009
pour son centre de recherche Bâtiment 156 à SACLAY**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DCI 2/BE 0172 du 25 septembre 2009 portant autorisation d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-Le-Bac,

VU l'arrêté préfectoral n°2011-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/643 du 24 novembre 2011 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement de l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bac,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 13 janvier 2017, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 12 décembre 2016, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 16 février 2017 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence d'observation de l'exploitant formulées par courriel en date du 9 mars 2017,

CONSIDERANT que lors de la visite du 12 décembre 2016, l'inspecteur a constaté que le contrôle annuel des blocs extérieurs n'a pas été réalisé,

CONSIDERANT qu'il a, par ailleurs, constaté que la protection contre les eaux météoriques n'est pas assurée sur la totalité du bâtiment ni sur les blocs intérieurs ni sur les huit piliers de façade,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point VII 1. de l'annexe 2-12 (lot n°17) de l'arrêté préfectoral n°2009-PREF/DCI2/BE 0172 du 25 septembre 2009 modifié susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le Commissariat à l'Énergie Atomique de respecter les dispositions du point VII 1. de l'annexe 2-12 (lot n°17) de l'arrêté préfectoral n°2009-PREF/DCI2/BE 0172 du 25 septembre 2009 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le Commissariat à l'Energie Atomique, dont le siège social est situé 25 rue Leblanc, bâtiment le Ponant D, 75015 PARIS, exploitant le centre de recherche, bâtiment B à SACLAY est mis en demeure de respecter :

dans un délai d' UN AN à compter de la notification du présent arrêté :

Le point VII.1 de l'annexe 2-12 (lot n°17) de l'arrêté préfectoral n°2009-PREF/DCI2/BE 0172 du 25 septembre 2009 modifié susvisé :

- en réalisant le contrôle annuel des blocs extérieurs du bâtiment 156,
- en protégeant les blocs intérieurs et extérieurs des eaux météoriques.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

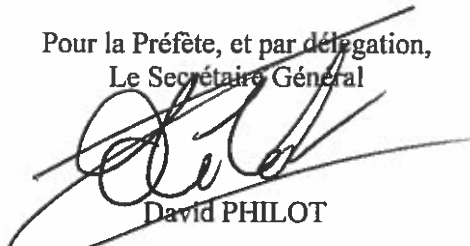
ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, le Commissariat à l'Énergie Atomique, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Madame la Sous-Préfète de PALAISEAU et Monsieur le Maire de SACLAY.

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général



David PHILOT

